

N°DBCA-2022-011

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE AU CONCOURS DU SDIS 76 A LA MISE EN PLACE  
D'UN DISPOSITIF DE DEPISTAGE SYSTEMATIQUE AU VIRUS SARS COV-2 DANS LES PORTS DE  
DIEPPE ET DU HAVRE**

Le 01<sup>ER</sup> février 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 janvier 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Porter l'engagement citoyen</i>

Vu :

- le code de santé publique,
- le code de la sécurité intérieure,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire,
- l'arrêté du 13 août 2014 fixant les catégories de professionnels de santé autorisés à réaliser des prélèvements d'échantillons biologiques aux fins d'un examen de biologie médicale et la phase analytique de l'examen de biologie médicale en dehors d'un laboratoire de biologie médicale, ainsi que les lieux de réalisation de ces phases,
- l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire
- l'instruction n°INTK2028792J du 5 novembre 2020 relative à la mise en place des contrôles sanitaires COVID pour l'accès au territoire national
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-DCA-030 du 6 septembre 2021 portant délégation, du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Par convention du 09 juin 2021, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et la Préfecture de la Seine-Maritime ont engagé un partenariat afin que le Sdis 76 mette en place les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des prélèvements nasopharyngés dans le port de Dieppe. Ces moyens s'entendent tant dans l'organisation, la mise en œuvre que dans le traitement administratif.

Cette convention, initialement prévue jusqu'au 09 septembre 2021, pouvait être reconduite le temps de la durée du dispositif et selon les nécessités sanitaires en cours. Les modalités financières étaient arrêtées sous la forme d'un remboursement des frais du Sdis par la DGSCGC sur le modèle des colonnes de renfort, avec la mise à disposition par l'Etat, grâce aux moyens de la DGSCGC, des tests et équipements de protection individuels (EPI) adaptés à la mission.

L'Etat propose un avenant n° 1 à cette convention pour modifier sa durée et substituer la fourniture par la DGSCGC des tests et EPI par un remboursement des EPI sur la base de 2.50€ par test et l'achat des tests acquis par le Sdis 76.

Aussi, je vous propose de m'autoriser à signer l'avenant présenté en annexe ainsi que tout acte qui serait la suite ou la conséquence de la convention initiale ou du présent avenant..

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220201-DBCA-2022-011-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2022

Affichage : 01/02/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**  
Signé électroniquement, le 01/02/2022  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**